



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

La croisée des chemins

Il n'aura pas fallu longtemps à Barnier pour revenir sur les maigres points positifs de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée. À commencer par l'abandon, sous la pression des ultras de la colonisation (et de l'Élysée ?), du « dégel » du corps électoral en Kanaky. Même chose sur la politique budgétaire à venir : Faire ou ne pas faire payer les plus riches et les grandes entreprises ? Le flou demeure. Mais l'augmentation de la taxation des consommations électriques est probable (payable par tous, riches ou pauvres !). Autre levier qui aurait les faveurs du pouvoir : peser sur les collectivités locales et leurs dotations avec pour conséquence de réduire les services publics locaux, les plus proches des besoins de la population (petite enfance, culture, action sociale...)

Avec un gouvernement empêtré dans les injonctions contradictoires d'une majorité de circonstance qui ne tient qu'à un fil, il faut s'attendre au pire en termes de mesures austéritaires et sécuritaires à venir.

La gauche sociale et politique doit reprendre l'offensive pour faire barrage à cette politique et faire grandir l'idée d'un autre avenir désirable. Il ne tient qu'à nous, toutes et tous ensemble, de donner les prolongements nécessaires à la journée d'action du 1^{er} octobre : multiplions les rencontres citoyennes, débattons des revendications, pour favoriser la mobilisation, popularisons les propositions du NFP... Indispensable pour ne pas laisser le RN occuper le terrain de la colère sociale.

Procès Pelicot et consorts : le procès du viol !

Le procès de Dominique Pélicot, qui a drogué sa femme pendant dix ans pour la soumettre à 82 hommes recrutés en ligne, est emblématique à la fois de la culture du viol qui imprègne notre société et de la manière dont fonctionne la justice sur ce type d'affaires.

Cinquante et un hommes sont poursuivis pour la plupart pour viols aggravés et encourent jusqu'à 20 ans de réclusion criminelle.

Qui sont ces hommes ? Des monstres ? Des malades mentaux ? Non, ils sont « insérés » : infirmier, journaliste, maçon, militaire, chauffeur routier, ouvrier. De tous milieux sociaux, de tous âges (entre 26 ans et 73 ans), ils sont décrits comme de

fait ce qu'il veut avec », « c'est du libertinage »... jusqu'à même nier qu'ils ont violé. Aucun d'entre eux n'a rebroussé chemin ou pensé à dénoncer Dominique Pélicot.

Que disent certains avocat-es qui les défendent ? Ils inversent les rôles en présentant Gisèle Pélicot comme consentante ou exhibitionniste ; ils disent que le mari a subi, lui-aussi, des violences dans l'enfance. Cela ne suffit pas à minimiser sa dangerosité.

Ce procès, rendu public grâce à Gisèle, concentre la plupart des aspects des violences sexuelles : soumission chimique, viol conjugal, errance médicale, impunité des prédateurs sur internet, complicité des proches, violences dans l'enfance.

Les associations féministes dénoncent tout cela depuis des années. Elles rappellent que, chaque année, 217 000 femmes subissent un viol, une tentative de viol ou une agression sexuelle, que ces viols sont le fait d'hommes « ordinaires », que ces violences sont systémiques dans une société patriarcale qui les facilite, voire les engendre.

Devant l'inaction du pouvoir politique, elles demandent une loi-cadre intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, de la prévention au suivi des agresseurs. Elles demandent enfin un budget de 2,6 milliards (Fondation des Femmes) pour faire appliquer cette loi.



bons potes, des gentils maris, de bons pères de famille. Ce sont des « monsieur tout le monde » avec des papiers en règle et pourtant, ils ont tous violé une femme inerte, inconsciente, certains plusieurs fois.

Font-ils leur mea-culpa ? Non, les deux tiers d'entre eux plaident non coupables. Ils se justifient « on ne pouvait pas savoir qu'elle n'était pas consentante », « c'est sa femme, il

Un an de guerre et de destructions



L'attaque menée par le Hamas et d'autres groupes palestiniens le 7 octobre 2023 continue de peser sur notre présent parce que la riposte voulue par le gouvernement de droite et d'extrême-

droite israélien a entraîné un carnage que nombre d'organisations qualifient, à l'instar de la Cour internationale de Justice, de risque de génocide – voire de génocide en cours –. C'est le pire moment de l'histoire palestinienne. La situation est devenue totalement apocalyptique à Gaza. La colonisation s'est encore accentuée en Cisjordanie avec son cortège de violence et d'oppression à l'encontre des Palestiniens. La guerre fait désormais rage au Liban.

Les événements qui se sont enclenchés le 7 octobre susci-

tent différentes approches au sein d'ENSEMBLE!. Nous renvoyons à la lecture des derniers articles parus sur notre site :

<https://ensemble-mouvement.com/palestine-un-an-de-guerre/>

Et :

<https://ensemble-mouvement.com/le-7-octobre-et-lantisemitisme/>

Au-delà de ces approches et face au risque d'embrasement de toute la région, l'élargissement de la mobilisation des peuples est indispensable. Nous devons tout faire pour obtenir de nos gouvernants qu'ils prennent les moyens – en particulier par des sanctions à l'encontre d'Israël – d'imposer un cessez-le-feu immédiat. C'est une étape essentielle pour pouvoir rouvrir le chantier d'une paix juste et durable pour tout le Moyen-Orient. **L'objectif incontournable est de parvenir à la fin de l'occupation et à la reconnaissance, enfin, des droits nationaux du peuple palestinien et de son droit à l'auto-détermination, droits qui ont été bafoués depuis la création de l'État d'Israël en 1948.**

Le nucléaire, une industrie du passé

Début septembre, l'EPR de Flamanville a fini par être mis en service, enfin presque : au lendemain de son démarrage, le réacteur a connu un arrêt automatique. Arrêt qui ferait partie des aléas du processus de « divergence » selon EDF, mais qui interroge sur la fiabilité de l'installation et la précipitation de l'exploitant : Nombreux incidents survenus lors des essais ; mise en route alors qu'il acté que le couvercle défectueux du réacteur devra être changé dans quelques mois ; problèmes apparus sur le fond de la cuve. **Avec un retard de 12 années et un coût de construction multiplié par 6 (19 milliards d'€), l'EPR de Flamanville se révèle être un fiasco industriel et financier.**

Sous le fallacieux prétexte de lutter contre le réchauffement climatique, Macron a imposé un nouveau programme électro-nucléaire sans réel débat démocratique dans le Pays : 6 EPR de plus dans un premier temps, 14 à terme, et une série de « mini-réacteurs » (les SMR) qui n'en sont encore qu'au stade de la conception ! Aucune leçon n'est tirée des déboires de l'EPR de Flamanville (ni de ses équivalents en Finlande, en Grande Bretagne et en Chine).

D'autres questions posées par l'industrie nucléaire restent sans réponses : Celle des déchets, parfois hautement radio-actifs et qui resteront dangereux pour des dizaines de milliers – voire des millions – d'années. Leur enfouissement – irréversible – à grande profondeur, risque de contaminer nappes phréatiques

et environnement. Celle de la maintenance des installations existantes, des compétences et des moyens qui y sont nécessaires. Celle enfin du démantèlement des centrales en fin de vie.

Au regard des risques environnementaux, financiers et pour la sécurité des populations, l'industrie nucléaire est une industrie du passé. Elle ne représente plus que 9,1 % de la production mondiale d'électricité contre 17,5 % en 1996, résultat de la montée en puissance des énergies renouvelables. Présentés comme solution d'avenir, les petits réacteurs modulaires (SMR) ont du plomb dans l'aile : le programme a été abandonné aux USA et le projet porté par EDF est plus qu'incertain.

L'heure est venue d'une autre politique énergétique ; une politique basée sur la sobriété, l'efficacité énergétique, la diversification de sources de production renouvelables.

C'est tout le sens du rassemblement contre la relance du nucléaire qui se tiendra à Rouen les vendredi 11 et samedi 12 octobre, à Penly le dimanche 13 octobre.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

